



Chapitre 1

Perspectives macroéconomiques en Afrique

Ce chapitre dresse le bilan des dernières évolutions macroéconomiques en Afrique et propose un certain nombre de prévisions pour les années 2013 et 2014. Il examine tout d'abord les conditions de l'offre et de la demande qui ont affecté la croissance sur le continent. Ensuite, il revient sur l'évolution des cours des matières premières et les pressions inflationnistes dans les différents pays, avant de discuter de la réaction monétaire et budgétaire à ces défis. Malgré une conjoncture internationale morose, les perspectives économiques de l'Afrique sont favorables. La croissance est restée diversifiée. La production pétrolière, les activités d'extraction, l'agriculture, les services et la demande intérieure ont servi de moteurs dans cette évolution et ont atténué les contrecoups négatifs des turbulences internationales. Mais dans certains pays, les mauvaises performances à l'export, ainsi que des tensions politiques et sociales, agissent comme un frein. En moyenne, et sans tenir compte des distorsions liées aux aléas du PIB en Libye, la croissance économique du continent est ressortie à 4.2 % en 2012 et devrait s'accélérer en 2013 et en 2014, pour passer à 4.5 % puis 5.2 %. Ces prévisions tablent sur un redressement progressif de la conjoncture économique mondiale.

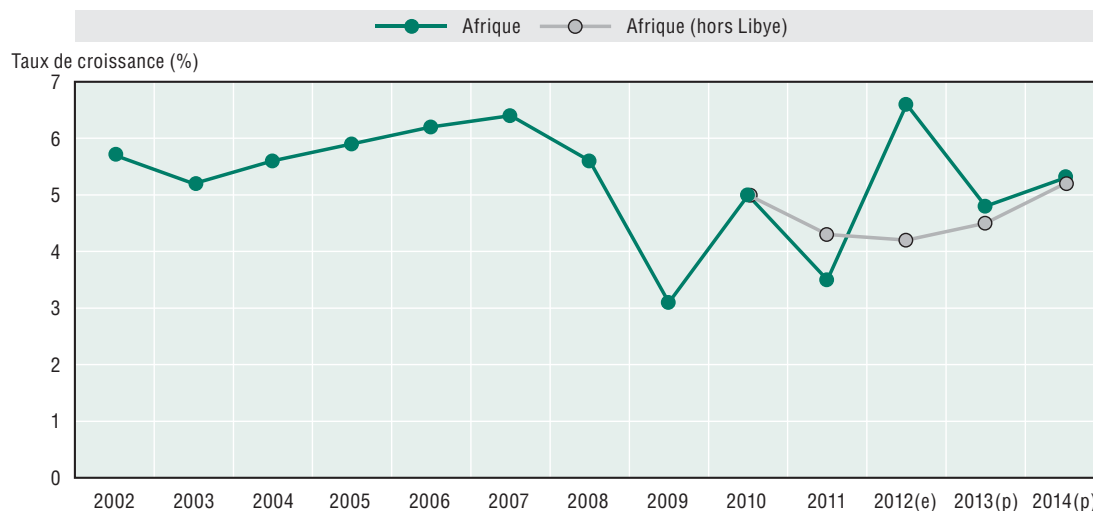


Malgré les turbulences que traverse l'économie mondiale, la croissance africaine fait toujours preuve de résilience. Pourtant, la dynamique s'essouffle dans les pays fortement intégrés aux marchés mondiaux ou ceux qui sont pénalisés par des tensions politiques et sociales. Avec la reprise progressive de l'économie mondiale, le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) du continent devrait atteindre 4.8 % en 2013 et 5.3 % en 2014. Il marquera un recul par rapport au taux de 6.6 % de 2012, qui s'explique par le rebond de la production de pétrole en Libye. Si l'on exclut ce pays des prévisions, la croissance économique du continent est ressortie à 4.2 % en 2012 et devrait s'accélérer en 2013 et en 2014, à respectivement 4.5 % puis 5.2 % (figure 1.1).

Les pays riches en ressources profitent toujours de la bonne tenue des cours des matières premières, même si le fléchissement de la demande mondiale rejaillit sur les prix, en recul. Dans de nombreux pays, des campagnes agricoles satisfaisantes ont dopé la production et atténué les répercussions sur le consommateur des prix internationaux soutenus. Avec le redémarrage de la production de pétrole en Libye, les exportations pétrolières de l'Afrique ont connu un net rebond.

La fragilité de la conjoncture internationale et des difficultés propres à certains pays brouillent néanmoins ces perspectives. Deux ans après le printemps arabe, les tensions politiques et sociales perdurent en Égypte, en Libye et en Tunisie. L'activité reprend progressivement en Égypte et en Tunisie, tandis que l'industrie pétrolière libyenne a quasiment renoué avec ses niveaux d'avant la révolution. Cependant le chômage reste élevé dans toute la région et les transitions politiques se révèlent lentes et sources de conflits. Plusieurs pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest ont été aussi affectés par les tensions politiques, ainsi que par le conflit politique et militaire au Mali. En Afrique du Sud, la croissance a marqué le pas, plombée par la récession internationale et par des conflits sociaux.

Figure 1.1. Croissance économique en Afrique (%)



Note : e : estimations ; p : prévisions.

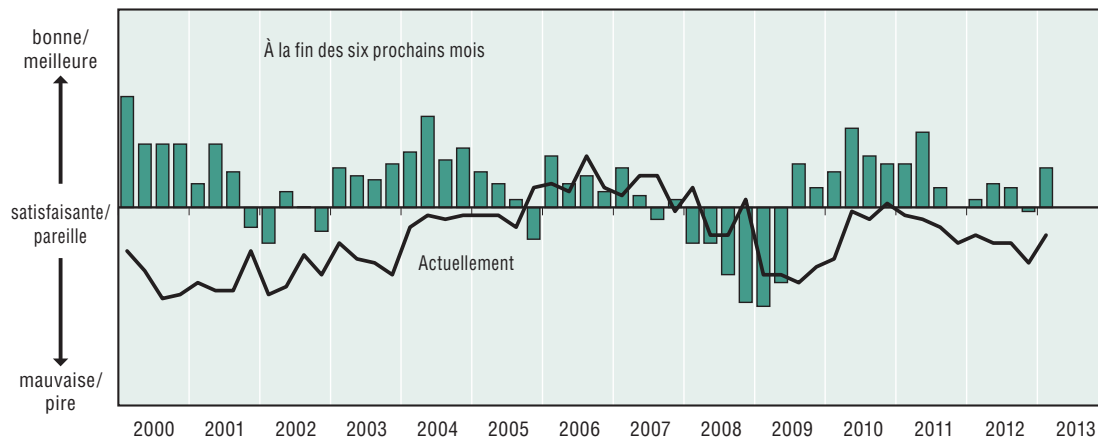
Source : Calculs des auteurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814732>


L'atonie de la demande mondiale a rejailli sur les économies africaines, même si les perspectives à court terme semblent favorables. L'évaluation économique trimestrielle des pays africains ayant pris part à un sondage international s'est dégradée en 2011 et 2012. Néanmoins, pour la première fois depuis la fin 2010, l'évaluation de la situation actuelle s'améliore au premier trimestre de 2013, tout comme les perspectives semestrielles (figure 1.2).



Figure 1.2. Situation économique actuelle en Afrique et perspectives présumées des six prochains mois



Source : Ifo Institute for Economic Research (WES V 2012) ; Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932814751>

Cette détérioration sur la période 2011/12 tient en grande partie à une demande en berne dans les pays avancés pour les exportations africaines – une baisse également manifeste, mais dans une moindre mesure, dans les pays émergents (encadré 1.1). Les échanges de l'Afrique avec les pays émergents gagnent du terrain, comme en témoigne leur progression dans la part des exportations totales du continent. Cependant, les pays avancés restent les premiers débouchés pour ces produits. En 2011, un tiers des exportations de l'Afrique partait vers l'Union européenne (UE), en recul par rapport aux 37 % de 2006. Plus de 11 % étaient destinées aux États-Unis (contre 16 % en 2006). Les exportations vers la Chine sont passées d'environ 6 à 10 % entre 2006 et 2011 et celles vers l'Inde d'environ 4.5 à 6 %. Tous les pays du continent n'ont pas été affectés de la même manière par l'évolution de l'économie mondiale.

Les pays d'Afrique du Nord, notamment, sont très exposés à la morosité au sein de l'UE. En 2011, la Tunisie, la Libye, le Botswana, le Cap-Vert et les Seychelles expédiaient au moins 70 % de leurs produits vers l'UE. Une part qui tourne entre 50 et 60 % en Algérie, au Maroc, au Cameroun, au Ghana, à Maurice, au Mozambique et en Sierra Leone. Pour bien d'autres pays du continent, l'Europe reste la principale destination des exportations, même si cette position va en s'effritant. L'Afrique du Sud, pour qui l'UE est un partenaire commercial primordial, a souffert de la crise dans la zone euro. Ses exportations en volume ont plongé au premier semestre 2012, leur part dans le PIB s'établissant à -0.6 point de pourcentage – contre une contribution de 0.2 point de pourcentage au premier semestre 2011. Cette contreperformance explique en grande partie les mauvais chiffres de croissance en Afrique du Sud (OCDE, 2012).

Pour plusieurs autres pays en revanche, la Chine est devenue le premier débouché d'exportation. C'est le cas notamment pour la République démocratique du Congo (RDC), le Congo, le Soudan, l'Angola, la Mauritanie et la Zambie. Pour le Lesotho et le Tchad, cette place revient aux États-Unis. En Guinée-Bissau, l'essentiel des exportations part vers l'Inde (90 %).

Les tableaux 1.4a et 1.4b en fin de chapitre proposent des prévisions macroéconomiques détaillées pour l'Afrique et ses groupements régionaux.



Encadré 1.1. Le lent rétablissement de l'économie mondiale¹

Le redressement de l'économie mondiale en 2010, après la profonde récession de 2009, a été suivi d'une croissance plus modérée en 2011 comme en 2012. La crise s'est aggravée dans la zone euro. La croissance reste à la peine dans les autres grandes économies avancées, notamment les États-Unis et au Japon. Un certain fléchissement du rythme a été noté dans des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Le maintien des mesures d'assouplissement quantitatif aux États-Unis, en Europe et au Japon prouve à quel point une sortie durable de la crise financière est difficile. Mais les perspectives d'une nouvelle récession mondiale s'éloignent, ce que confirme l'amélioration relative des principaux indicateurs. L'excès de liquidité lié aux mesures de relance dans les pays avancés pourrait générer de nouvelles bulles sur les marchés des actifs, ainsi qu'une baisse des taux de change à un seuil inférieur à leurs niveaux de marché. Un tel scénario pourrait entraîner des dévaluations compétitives et le retour du protectionnisme. Cette édition des *Perspectives économiques en Afrique* (PEA) fait l'hypothèse que ces risques seront évités, et que la croissance mondiale ainsi que les échanges internationaux iront en s'accroissant tout au long de 2013 et 2014. Les prévisions pour le continent tablent sur une production mondiale toujours modeste en 2013, autour de 3,5 % (contre 2,9 % en 2012), avant une embellie, à plus de 4 %, en 2014. Le rythme des échanges internationaux (autour de 3 % en 2012) devrait s'intensifier en 2013 et en 2014, autour de respectivement 4 à 5 % et 6 à 7 % – des taux néanmoins toujours inférieurs aux niveaux d'avant la crise. Entre 2004 et 2007, la croissance annuelle de la production et des échanges mondiaux s'était établie respectivement autour de 5 et 9 %. La reprise progressive des échanges internationaux devrait profiter aux exportateurs africains.

La **zone euro** a sombré dans la récession en 2012, avec un PIB en recul de 0,4 %. La reprise des deux années précédentes, de toute façon modeste, n'a été que de courte durée : le PIB a augmenté de 1,9 % en 2010 et 1,5 % en 2011, après s'être effondré de 4,3 % en 2009. Les observateurs tablent sur une stagnation en 2013, voire un léger recul, la croissance ne devant faire son retour qu'en 2014, autour de 1 à 1,5 %. Le PIB renouera alors – après six années de récession – avec ses niveaux de 2008. La zone euro est toujours victime d'une perte de confiance, en raison des crises de l'endettement souverain et du système bancaire dans plusieurs de ses pays membres. Ces phénomènes, ajoutés à l'austérité budgétaire, dépriment la demande intérieure, alors que l'atonie du commerce mondial pénalise les secteurs d'exportation. La faiblesse de la demande agrégée rend encore plus délicate la réduction des déficits budgétaires. Les pays lourdement endettés s'efforcent aussi de gagner des points de croissance en restaurant leur compétitivité par la réduction des salaires (dévaluation interne). Si cette stratégie devrait profiter à la croissance à terme, elle étouffe la demande intérieure à brève échéance. Le pays le plus touché, la Grèce, subit une récession qui s'éternise. Fin 2013, il y aura laissé plus de 25 % de son PIB de 2007. La crise a rejailli sur Chypre et son système bancaire, plaçant le pays au bord de la faillite. Trois autres pays de la zone, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont été gravement fragilisés par la crise des dettes souveraines et ont connu une récession en 2012. Leur situation ne devrait guère s'arranger en 2013. En Irlande en revanche, la sortie de la crise a été plus rapide que prévu et le pays enregistre désormais une croissance modérée. En Allemagne, le PIB a gagné pratiquement 1 % en 2012, alors qu'en France et au Royaume-Uni, il a stagné ou marginalement fléchi. Ces trois pays devraient continuer à connaître une croissance atone au premier semestre 2013, avant une légère amélioration au second semestre et en 2014.

L'**économie américaine** est progressivement sortie de la crise en 2012, dopée notamment par la consommation privée et la reprise du marché de l'immobilier. Mais plusieurs facteurs temporaires, comme les pertes de récoltes liées à la sécheresse ou les perturbations consécutives au passage de l'ouragan Sandy, ont contrarié cette trajectoire. Les mauvais résultats sur le front des exportations et, vers la fin de l'année 2012, la crainte de voir le pays pris dans un étau budgétaire (la fameuse « falaise fiscale ») ont plombé la confiance des entreprises. Si le risque budgétaire a été en grande partie écarté grâce à un compromis entre démocrates et républicains,



l'austérité reste largement à l'ordre du jour dans la mesure où les mesures temporaires de relance sont arrivées à leur terme début mars 2013. De nouveaux compromis devront être trouvés entre les deux partis pour parvenir à un assainissement durable des finances publiques à moyen terme, sans pour autant trop étouffer la demande agrégée à court terme. La reprise devrait rester modeste en 2013 et 2014, avec une progression prévue du PIB autour de 2 à 2.5 % puis 2.5 à 2.75 %. La Réserve fédérale (Fed) continue de soutenir l'économie par une politique de maintien des taux d'intérêt autour de zéro à 0.25 % et d'augmentation des liquidités par l'achat d'obligations d'État. Elle a annoncé son intention de poursuivre ces politiques tant que le marché de l'emploi ne se sera pas substantiellement redressé.

Au **Japon**, la demande globale a été soutenue au premier semestre 2012 par les dépenses de reconstruction consécutives au séisme et au tsunami qui ont frappé l'archipel en mars 2011. Mais cet effet s'étant atténué, la croissance a patiné, d'autant plus que le commerce international a ralenti. Le PIB devrait reculer d'environ 1 % en 2013 comme en 2014, par rapport à un niveau proche de 2 % en 2012. La Banque du Japon va probablement poursuivre sa politique de relance pour doper la croissance.

En **Chine**, le taux de croissance est passé à moins de 8 % en 2013, contre un niveau de 9.3 % en 2011 et 10.4 % en 2010. Ce ralentissement s'explique avant tout par un recul des exportations et une atténuation de la demande intérieure, sur fond d'interventions du gouvernement visant à endiguer les pressions inflationnistes. Mais à de tels taux, la croissance chinoise reste robuste et apporte un démenti aux craintes antérieures d'un atterrissage brutal de l'économie. Si les observateurs internationaux tablent sur une croissance de 8 à 8.5 % en 2013, les autorités chinoises ont fixé un objectif plus modeste de 7.5 % en mars 2013, comme en 2012. À terme, le modèle de croissance devrait évoluer, pour privilégier progressivement la consommation et les services au détriment de la production manufacturière, gourmande en matières premières. Un tel scénario devrait faire baisser la demande mondiale en matières premières, avec des conséquences négatives sur les exportateurs africains. Mais pour s'affranchir de la pression en faveur de la hausse des salaires sur son marché intérieur, la Chine pourrait renforcer ses investissements étrangers dans les industries manufacturières, ce qui aiderait les pays africains à se diversifier.

La croissance en **Inde** a fléchi en 2012, pour s'établir autour de 5 %, contre 6.9 % en 2011 et 9.6 % en 2010. Ce ralentissement s'explique par des échanges internationaux moins soutenus et des incertitudes locales. L'atténuation de la demande intérieure et la dépréciation du taux de change réel ont réduit les importations et permis de redresser le déficit du compte courant. Mais une inflation soutenue et l'aggravation du déficit budgétaire restreignent la marge de manœuvre, pour mener des politiques monétaire et budgétaire de relance. La hausse de la production agricole et les retombées positives des politiques structurelles, sans oublier l'amélioration de la conjoncture extérieure, devraient contribuer à la croissance en 2013/14, attendue autour de 6.5 à 7 %.

Dans les pays d'**Amérique latine**, la croissance a marqué le pas en 2012, à environ 3 %, contre une performance de 4.3 % en 2011 et 6 % en 2010. Ce ralentissement s'explique par un fléchissement des marchés d'exportation, y compris en Chine, et par des facteurs propres à chaque pays. Le rythme moyen de la région devrait s'accélérer progressivement, à 3.5 % en 2013 puis 4 % en 2014, avec la reprise des échanges internationaux et l'atténuation des faiblesses intérieures. Au **Brésil**, première économie de la région, la croissance s'est à nouveau contractée en 2012, autour de 1 %, contre un taux de 2.7 % en 2011 et 7.5 % en 2010. En cause, des incertitudes politiques persistantes, la médiocrité de la conjoncture internationale et la perte de compétitivité, les entrées de capitaux ayant entraîné une surévaluation du taux de change. Les politiques vigoureuses de relance monétaire et budgétaire associées à des réformes de l'offre devraient ramener la croissance à la hausse, entre 3.5 % et 4 % entre 2013 et 2014.



Coup de projecteur sur la croissance en Afrique

Avec une croissance prévue de 4.8 % en 2013 et de 5.3 % en 2014, l'Afrique sera encore loin de ses performances moyennes d'avant la récession de 2009. Elle avait alors affiché, pendant trois années consécutives, des taux proches de 6 %. C'est un léger progrès par rapport aux estimations de 4.5 % pour la croissance tendancielle sous-jacente (encadré 1.2), mais le continent n'a pas encore atteint le taux de 7 % que tous les experts jugent indispensable pour endiguer la pauvreté. Face à une croissance démographique annuelle supérieure à 2 %, la réduction de la pauvreté suppose un taux de croissance des revenus par habitant de pratiquement 5 % pendant plusieurs années. Or, les prévisions tablent sur un taux moyen inférieur à 3 % pour 2013/14. Mais croissance économique et pauvreté entretiennent des rapports complexes et la qualité de la croissance tout comme la distribution des revenus doivent entrer en ligne de compte. Outre la croissance du PIB ou du PIB par habitant, il faut aussi considérer les effets des termes de l'échange. Quand un pays récolte le fruit de ses échanges (les recettes d'exportation augmentant plus vite que le prix des importations), alors le revenu disponible réel est supérieur au niveau évalué par le PIB. À l'inverse, si le pays voit sa facture d'importations augmenter plus vite que ses recettes d'exportation (dégradation des termes de l'échange), alors le revenu disponible réel est inférieur au niveau mesuré par le PIB. Au cours des dix dernières années, l'Afrique a bénéficié de termes de l'échange favorables, grâce à des cours des matières premières soutenus. Mais certains pays ont vu leurs termes de l'échange se dégrader sérieusement. Si l'on intègre ces effets, les pays africains exportateurs de pétrole affichent depuis dix ans un taux de croissance supérieur à 7 %. En théorie, ce taux aurait dû avoir un impact sur la pauvreté (encadré 1.3). Dans la pratique, à quelques améliorations près, la pauvreté reste massive : ce rythme de croissance soutenu n'a pas profité à l'ensemble de la population. Autrement dit, la croissance a fait des exclus. Pour l'Afrique, tout l'enjeu consiste donc à améliorer la croissance tendancielle mais aussi à rendre la croissance plus inclusive.

Encadré 1.2. Croissance tendancielle sous-jacente en Afrique

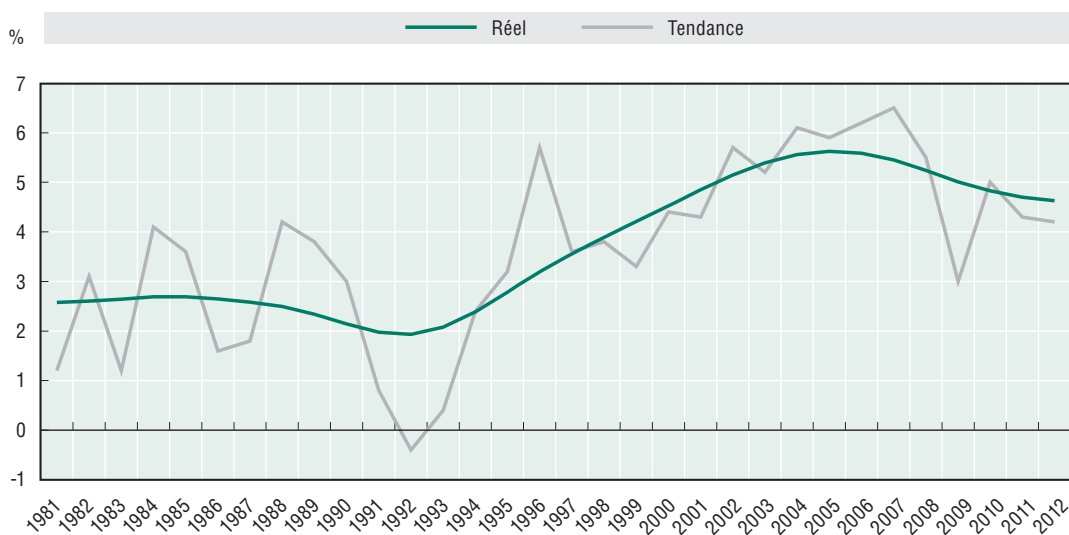
Depuis les années 1980 et le début des années 1990, considérées comme « perdues » pour la croissance, les performances de l'Afrique se sont beaucoup améliorées et le continent a pu amorcer un rattrapage. Entre 1996 et 2010, le taux de croissance annuel moyen du PIB tournait autour de 5 %, avec une augmentation moyenne du PIB par habitant de 2.5 % en glissement annuel. En 2010, le revenu par habitant en Afrique avait dépassé son niveau de 1995 de 46 %. À de rares exceptions près, toutes les économies africaines s'étaient inscrites dans cette tendance. Mais des chocs extérieurs récents – au nombre desquels la récession de 2009 et des événements politiques comme le printemps arabe en 2011 – ont donné un sérieux coup de frein à cette dynamique. Pour mieux apprécier la performance de la croissance sous-jacente du continent, il convient donc d'éliminer les effets à court terme. En suivant la méthode du filtre de Hodrick-Prescott, les auteurs Leibfritz et Flaig (2013) obtiennent un taux de croissance tendancielle en Afrique de seulement 2.5 % entre 1980 et le début des années 1990. De 1993 à 2006, ce taux progresse constamment, autour de 5.25 %, avant de reculer légèrement, en raison de mauvaises performances en 2009 et 2011. La valeur estimée du taux de croissance tendancielle en Afrique en 2012 tourne autour de 4.5 %. Ce résultat a été obtenu en fixant le paramètre de lissage à 30. Le taux réel de croissance du PIB (hors effets liés à la Libye) de 4.2 % en 2012 reste donc inférieur à la croissance tendancielle sous-jacente, alors les prévisions pour 2013 sont conformes à la tendance et celles pour 2014 (au-delà de 5 %) s'avèrent supérieures.

Selon ces calculs, la croissance tendancielle en Afrique du Sud, première économie du continent, a été légèrement supérieure à 1 % jusqu'à la fin de l'apartheid, en 1993. Pour les auteurs, la fin de l'apartheid a eu un effet positif immédiat sur la croissance d'environ un point de pourcentage, portant la valeur tendancielle d'environ 1 % en 1993 à environ 2 % en 1994. La croissance



tendancielle a atteint 4 % en 2005, avant de repasser juste sous la barre des 3 % en 2012. Cette année-là, le taux réel de croissance du PIB a été inférieur à la tendance – une situation qui devrait s'inverser en 2014, signe d'une reprise conjoncturelle. En **Égypte**, deuxième économie d'Afrique, la croissance tendancielle en 2012 a été estimée autour de 4 %, en recul par rapport à 2002 (environ 5 %). La révolution de 2011 et l'incertitude politique persistante ont ramené la croissance aux alentours de 2 % en 2011 et 2012 et, si l'on en croit les prévisions, également en 2013 – une performance inférieure de moitié à la trajectoire sous-jacente. Mais les récents événements politiques interdisent toute évaluation précise. Au **Nigeria**, troisième puissance économique du continent, la croissance tendancielle actuelle frôle les 7 %, contre environ 9 % au début des années 2000. Les prévisions pour 2013 et 2014 sont proches de cette tendance.

Figure 1.3. Croissance tendancielle en Afrique (%)



Source : Leibfritz et Flaig (2013).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932814770>

Encadré 1.3. Les effets des termes de l'échange

Sur la période 2002-11, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel de l'Afrique a atteint 5.3 %. Il a doublé par rapport aux années 1990 et nourri un certain optimisme sur l'avenir. Mais le taux de croissance du PIB réel ne rend pas compte de toute l'évolution, surtout lorsque les termes de l'échange (rapport entre les prix des exportations et les prix des importations) varient fortement, comme c'est le cas pour de nombreux pays africains. Le PIB réel mesure le niveau de production des biens et des services par un pays donné, alors que le PIB ajusté des termes de l'échange (ou « *command GDP* ») apprécie le pouvoir d'achat de cette production, à savoir les rentrées d'argent dont un pays peut disposer. Dans les années 2000, de nombreux pays africains ont vu leur PIB croître et leurs termes de l'échange progresser, grâce à l'envolée des cours des matières premières. Résultat, le « *command GDP* » a dépassé le PIB. Mais par ricochet, certains pays importateurs de pétrole et de denrées alimentaires ont connu une dégradation des termes de l'échange, puisque ce renchérissement a alourdi la facture des importations, qui a fini par l'emporter sur les recettes d'exportation, entraînant un « *command GDP* » inférieur au PIB.



Les figures 1.4, 1.5 et 1.6 ainsi que le tableau 1.1 présentent le taux de croissance du PIB réel et du PIB corrigé des termes de l'échange pour le continent africain dans son ensemble, pour les pays exportateurs de pétrole et pour les pays importateurs. La plupart du temps, l'Afrique a bénéficié de termes de l'échange positifs, de sorte que le taux de croissance du « *command GDP* » a été supérieur à celui du PIB. Entre 2002 et 2011, cet effet correspondait en moyenne à 0.9 point de pourcentage de croissance de plus, portant le « *command GDP* » à 6.2 %, contre 5.3 % pour le PIB.

Mais les termes de l'échange sont extrêmement volatils. En 2009, lorsque les cours des produits de base pétroliers et non pétroliers ont dévissé, plombés par la récession mondiale, les termes de l'échange de l'Afrique ont été durement éprouvés. Le « *command GDP* » a plongé de plus de 5 % alors que le PIB enregistrait toujours une croissance positive d'environ 3 %. Avec la reprise de l'économie mondiale en 2010 et le redressement des cours des matières premières, l'Afrique a vu ses termes de l'échange s'améliorer considérablement, le « *command GDP* » progressant de plus de 12 % – soit plus du double du taux de croissance du PIB (5 %). En 2011, les gains des termes de l'échange ont été faibles, entraînant des taux de croissance du PIB et du « *command GDP* » assez similaires (respectivement 3.2 et 3.4 %).

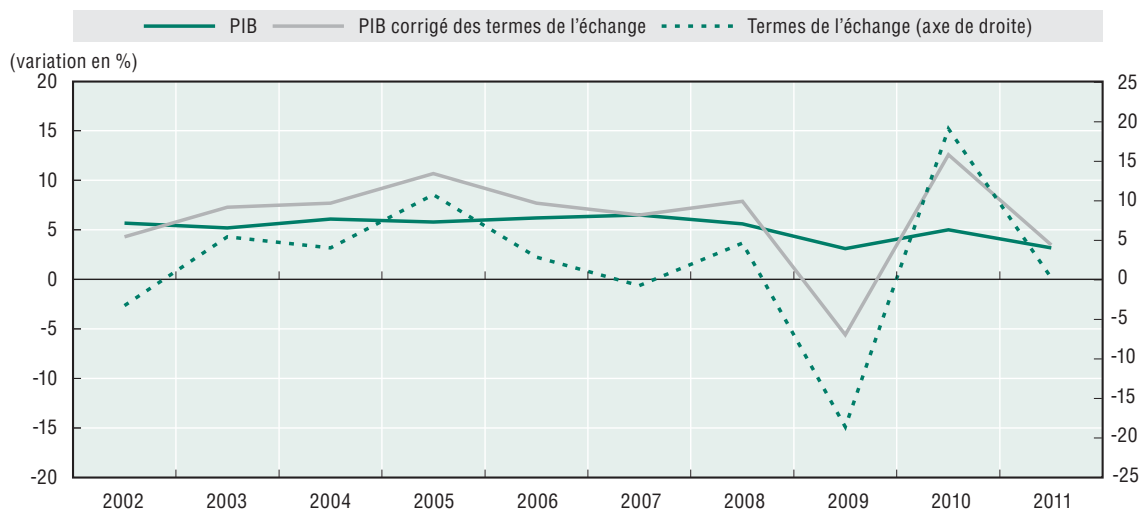
Entre 2002 et 2011, les pays exportateurs de pétrole et les pays importateurs ont bénéficié en moyenne de termes de l'échange positifs. Mais, sans surprise, les premiers ont été plus avantagés que les seconds. Dans les pays exportateurs de pétrole, les gains ont entraîné une hausse moyenne du « *command GDP* » de 7.4 %, soit 1.5 point de pourcentage au-dessus du taux de croissance du PIB. Dans les pays importateurs de pétrole et malgré des effets encore positifs, la différence n'a été que d'un demi-point de pourcentage, avec un taux de croissance du « *command GDP* » de 5 % contre 4.5 % pour le PIB. Qualifier les termes de l'échange de « volatils » est largement justifié dans les deux cas. En 2009, les termes de l'échange des pays exportateurs de pétrole ont fortement pâti de la dégringolade des cours, qui a entraîné une chute du « *command GDP* » de pratiquement 13 % (la croissance du PIB restant positive, à 4.3 %). De leur côté, les pays importateurs ont un peu mieux tiré leur épingle du jeu, la facture des importations devenant inférieure aux recettes d'exportation – ce qui s'est traduit par une croissance du « *command GDP* » légèrement supérieure à celle du PIB (2.4 contre 1.7 %).

L'effet des termes de l'échange varie d'un pays à l'autre. Dans certains pays riches en ressources, les gains ont été importants alors que certains pays pauvres en ressources ont subi de lourdes pertes. Au cours des dix dernières années, l'Afrique a su tirer parti de ces termes de l'échange. Son pouvoir d'achat a augmenté, dans des proportions supérieures à ce que le taux de croissance du PIB ne le laissait penser. Là où ces gains ont été largement distribués, le niveau de vie de la population a plus progressé que ne le suggère le taux de croissance du PIB par habitant. Mais il est aussi possible, et sans doute probable, que dans de nombreux pays riches en ressources, l'augmentation des recettes d'exportation (à l'origine d'une amélioration des termes de l'échange) a surtout profité aux sociétés pétrolières et minières détenues par des intérêts étrangers et/ou à une petite élite économique et politique.

Ces résultats suscitent plusieurs remarques. Tout d'abord, l'analyse de la performance des pays africains sur le plan de la croissance doit être élargie pour intégrer la variation des termes de l'échange. Ensuite, compte tenu de l'historique de ces évolutions, bon nombre de pays africains – et notamment les pays riches en ressources – ont eu davantage de moyens pour rehausser le niveau de vie de leurs populations que ce que les seuls chiffres du PIB ne laissaient entendre. Si des progrès ont été faits sur ce plan, les besoins sont toujours criants et la marge de manœuvre pour obtenir une croissance plus inclusive bien réelle. En outre, les politiques visant à atténuer l'impact de la volatilité des cours des matières premières et des termes de l'échange doivent être renforcées (constitution de stocks régulateurs ou de réserves par exemple). Enfin, la diversification de l'économie reste un impératif. Elle passe par un portefeuille d'exportations plus large et une moins grande dépendance vis-à-vis des importations de pétrole et de denrées alimentaires. Cette diversification contribuera à renforcer la résilience des pays face aux chocs extérieurs sur les termes de l'échange. Elle améliore aussi les chances d'une croissance durable.



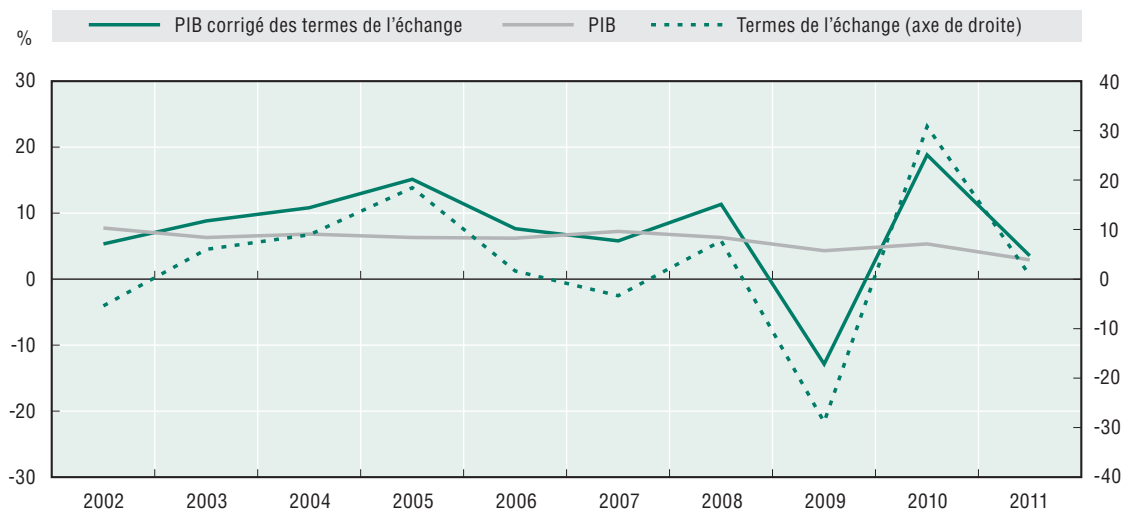
Figure 1.4. Afrique : croissance du PIB, PIB corrigé des termes de l'échange et termes de l'échange



Source : Calculs des auteurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814789>

Figure 1.5. Pays africains exportateurs de pétrole : croissance du PIB, PIB corrigé des termes de l'échange et termes de l'échange

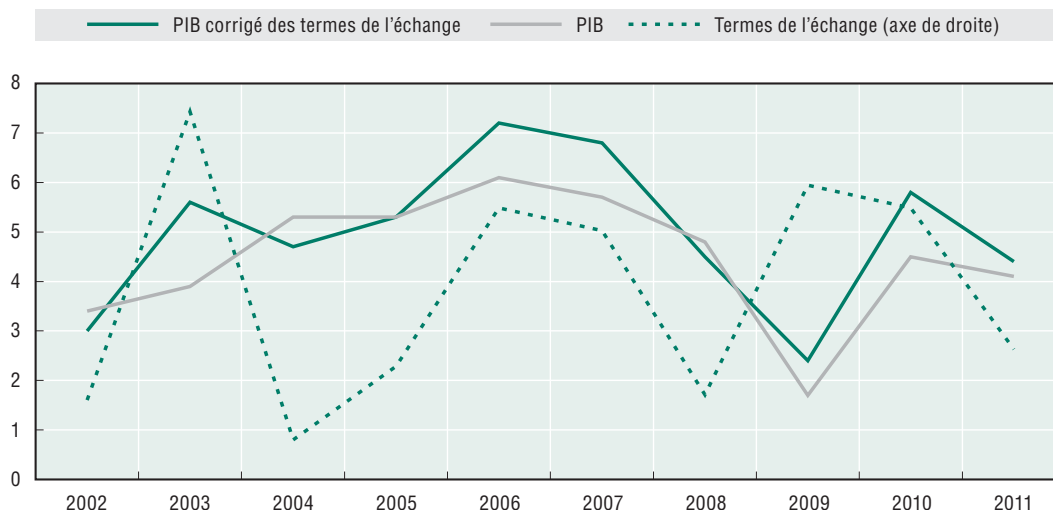


Source : Calculs des auteurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814808>



Figure 1.6. Pays africains importateurs de pétrole : croissance du PIB, PIB corrigé des termes de l'échange et termes de l'échange (variation en %)



Source : Calculs des auteurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814827>

Tableau 1.1. Taux de croissance annuel moyen du PIB et du PIB corrigé des termes de l'échange, 2002-11 (en %)

	GDP	Command GDP	Effets des termes de l'échange
Afrique	5.3	6.2	+ 0.9
Pays exportateurs de pétrole	5.9	7.4	+ 1.5
Pays importateurs de pétrole	4.5	5	+ 0.5

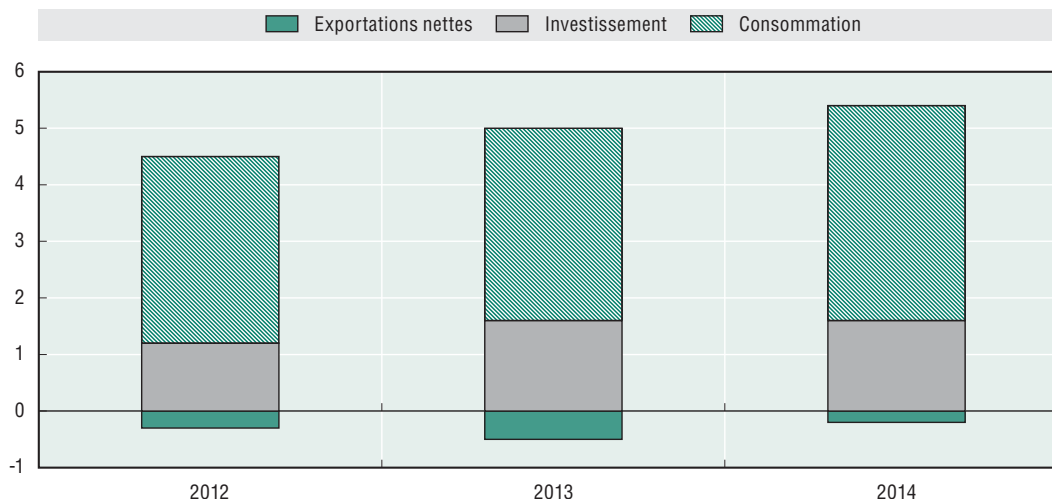
Source : Calculs des auteurs.

L'activité intérieure soutient la croissance du continent, sur fond de tassement des exportations

Côté **demande**, la consommation intérieure a joué un rôle moteur dans de nombreux pays africains. Mais ce dynamisme n'est pas parvenu à compenser pleinement les effets contraires du ralentissement mondial sur la demande extérieure. La consommation privée et l'investissement, public et privé, ont souvent stimulé la demande intérieure (figures 1.7 et 1.8). La hausse des recettes dans les secteurs intérieurs, un niveau record de transferts des migrants et le développement des crédits à la consommation ont tiré la consommation privée. L'investissement privé a quant à lui été souvent lié au secteur du pétrole et de l'extraction et favorisé par des entrées d'investissements directs (pour les apports financiers à l'Afrique, voir le chapitre 2). La faiblesse persistante de l'économie mondiale a affecté le volume des exportations de l'Afrique et entraîné le repli de certains cours des matières premières, mais les niveaux de prix continuent de favoriser les exportateurs africains. Dans certaines régions d'Afrique, notamment en Afrique du Nord mais aussi au Mali, en RDC et au Nigeria, des tensions politiques et/ou des problèmes de sécurité ont freiné la croissance.



Figure 1.7. Contribution de la demande à la croissance du PIB de l'Afrique, par composantes (en points de pourcentage)

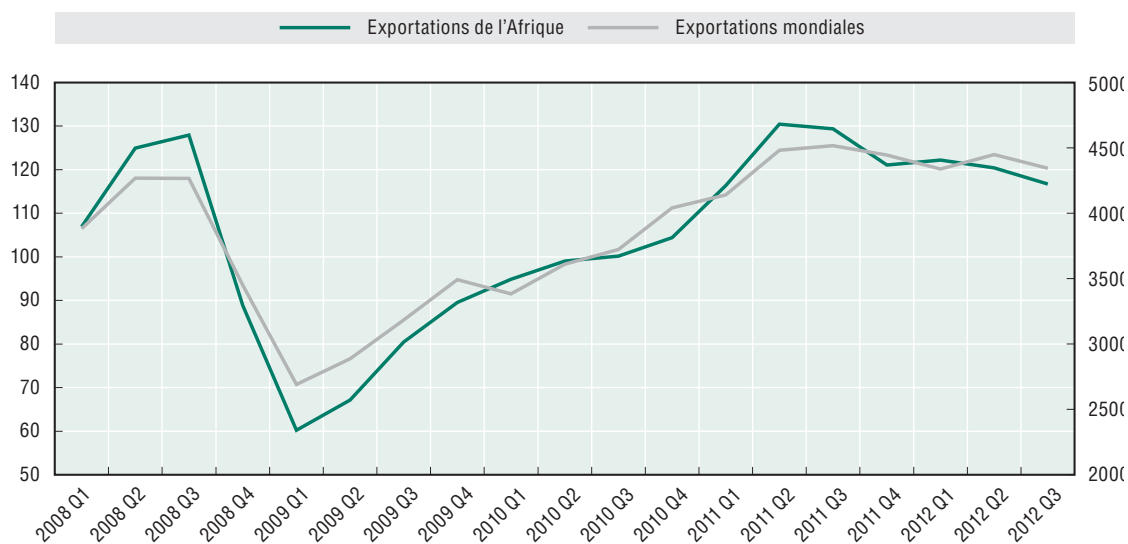


Note : Hors Libye.

Source : Calculs des auteurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814846>

Figure 1.8. Évolution des exportations, Afrique et monde (en milliards USD)



Source : Direction des statistiques des échanges, FMI.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814865>

Côté **offre**, l'agriculture et les services ont souvent servi de locomotive à la croissance, un rôle assumé aussi dans plusieurs pays riches en ressources par l'essor de la production de pétrole et des activités d'extraction. Dans quelques cas, l'industrie manufacturière n'a pas été en reste. De nombreux pays africains se sont engagés dans la diversification de leur économie, mais les progrès restent lents (voir la deuxième partie de ce rapport sur la transformation structurelle en Afrique).



L'**agriculture** reste le principal secteur pourvoyeur d'emplois en Afrique, qui concentre environ 60 % de la population active. Mais sa part dans le PIB est sans commune mesure, puisqu'elle ressort en moyenne à 25 %, signe d'un niveau de productivité et de rentabilité relativement faible. Le poids du secteur dans l'économie varie d'un pays à l'autre. Au Burkina Faso, au Burundi, en Éthiopie, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger et au Rwanda, une part de 80 à 90 % de la population active travaille dans l'agriculture. Dans quatre de ces pays (Éthiopie, Guinée-Bissau, Mali et Niger), l'agriculture contribue à hauteur d'au moins 40 % au PIB. Dans quelques autres cas, Liberia, République centrafricaine (RCA) et Sierra Leone, ce taux atteint entre 50 et 70 % du PIB (pour une part de la main-d'œuvre de 60 à 70 %). Mais en Afrique du Sud et à Maurice, l'emploi agricole représente moins de 10 % des actifs, pour une contribution au PIB inférieure à 5 %.

En 2012, de nombreux pays africains ont bénéficié de conditions météorologiques propices qui ont dopé la production agricole. Une situation qui a permis d'accroître l'offre de produits alimentaires sur les marchés intérieurs et d'atténuer l'impact de cours internationaux élevés. Les agriculteurs pourraient en partie compenser la fonte des recettes d'exportation en augmentant les volumes, notamment pour le coton et le café. Mais le niveau de la production est resté inégal sur le continent et le secteur agricole est toujours exposé à des conditions environnementales et météorologiques défavorables – sans parler des chocs extérieurs sur la demande. La production agricole a été pénalisée par de mauvaises conditions météorologiques en 2012 au Cameroun, en Gambie et au Lesotho. Le Malawi a lui aussi pâti des caprices de la météo, qui ont rejailli sur sa production de tabac, son principal produit d'exportation. Ce phénomène, conjugué à un effondrement des cours, a entraîné une grave pénurie de devises. Les exportations horticoles du Kenya à destination des marchés européens ont souffert de la crise sur le vieux continent.

Le **secteur des services** est devenu le principal moteur de la croissance pour de nombreux pays africains. Les services traditionnels (transport, commerce, immobilier et administration publique) ont conservé leur importance en 2012, parallèlement à l'essor des nouvelles technologies, des télécommunications, des services financiers et de l'assurance. Cette tendance devrait se confirmer. Mais au Mali, le secteur des services a été durement touché par les événements politiques qui ont entraîné l'occupation du nord du pays par des groupes islamiques, avant que ceux-ci ne soient chassés par des forces armées en février-mars 2013.

Le bilan sur le plan du tourisme, autre source majeure d'emplois, est plus mitigé, puisqu'il a progressé dans certains cas et reculé dans d'autres. Le Cap-Vert, la Gambie, le Kenya, l'Ouganda et les Seychelles ont attiré plus de monde. À Maurice, en revanche, l'augmentation des touristes en provenance d'Asie et d'Afrique n'a pas compensé le recul des touristes européens. En Égypte et en Tunisie, la fréquentation a repris après le fort déclin de l'année 2011, sans renouer avec les niveaux d'avant la révolution.

Les **secteurs du pétrole et de l'extraction** continuent de tirer la croissance dans les pays riches en ressources, comme l'Angola ou le Gabon et en particulier la Libye, avec le redémarrage de la production et des exportations après la révolution. Au Nigeria, premier producteur de pétrole d'Afrique, la production a cependant stagné et c'est le secteur non pétrolier qui a alimenté la croissance. Au Tchad, la production de pétrole a aussi faibli, en raison de problèmes techniques. Au Cameroun et au Ghana, au contraire, la découverte de nouveaux gisements stimule la croissance. Le secteur minier a aussi joué un rôle moteur dans plusieurs pays fortement tributaires de cette industrie, comme le Mozambique, la Namibie et la RDC. Mais en Afrique du Sud, l'agitation sociale parmi les employés du secteur a perturbé la production et envenimé le climat social dans tout le pays. Au Botswana, le secteur du diamant a pâti du tassement de la demande mondiale. La découverte récente d'immenses



champs gaziers au large des côtes du Mozambique et de Tanzanie laisse présager un afflux massif d'investissements directs étrangers (IDE). L'Afrique de l'Est devient progressivement une région riche en ressources.

L'**industrie manufacturière** reste peu développée en Afrique, contribuant au PIB à hauteur de 10 % seulement en moyenne. Mais le niveau d'industrialisation varie fortement, en fonction du degré de développement et des ressources naturelles. Les pays ayant un faible niveau de revenu par habitant et ceux richement dotés en ressources tendent à avoir un secteur manufacturier très limité, qui plafonne souvent à 5 % du PIB.

Avec sa jeunesse, la taille de son secteur agricole et ses multiples ressources naturelles, l'Afrique devrait pouvoir développer une activité manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre, notamment dans des filières touchant à l'agriculture et aux industries extractives. Mais jusqu'ici, ce potentiel n'a guère été exploité. De nombreuses études ont constaté de multiples obstacles : infrastructures saturées, concurrence féroce des entreprises étrangères, approvisionnement énergétique erratique et coûteux, main-d'œuvre insuffisamment qualifiée, lourdeurs bureaucratiques ou coût prohibitif du financement des investissements. Dans les pays riches en ressources, les effets du fameux « syndrome hollandais » peuvent aussi contrarier le développement des industries manufacturières. Du fait de la faible productivité, les coûts unitaires du travail sont souvent relativement élevés. Autant de facteurs qui expliquent la faiblesse des entreprises manufacturières, qui alimentent les marchés intérieurs en produits peu qualitatifs et proposent rarement des emplois productifs (voir le volet thématique dans la partie deux ; Banque africaine de développement (BAfD et al., 2012) ; Banque mondiale, 2012 ; Clark, 2012).

Il existe toutefois des exemples positifs d'industriels africains dynamiques qui pénètrent sur les marchés internationaux et régionaux, en adoptant les nouvelles technologies et en améliorant leurs techniques de commercialisation, aidés par la libéralisation du commerce régional. En outre, la résolution de toutes ces contraintes pourrait transformer le secteur manufacturier en nouveau moteur de croissance et de création d'emplois en Afrique. Face aux pressions grandissantes sur les coûts que connaît la Chine, les entreprises manufacturières africaines pourraient capter plus d'IDE et renforcer leur position concurrentielle sur les marchés mondiaux.

Pourtant, ces dernières années, le secteur manufacturier n'a guère contribué à la croissance sur le continent. Sa part moyenne dans le PIB a été en léger recul entre 2006 et 2011, d'environ un point de pourcentage (moyenne pondérée et moyenne non pondérée). Le déclin est plus prononcé dans certains pays, comme l'Afrique du Sud (environ quatre points de pourcentage, de 17.5 à 13.4 %) et le Ghana (plus de trois points de pourcentage, de plus de 10 à moins de 7 %). Au Lesotho, le secteur s'est contracté d'environ huit points de pourcentage (de 21 à quelque 13 %) et à Madagascar, le repli a été de six points (de 14.6 à 8.7 %). Mais c'est le Zimbabwe qui détient le record, avec un plongeon d'environ 13 points (de plus de 28 % à 15 %). À l'inverse, le secteur tire son épingle du jeu en Angola, au Burundi, en Ouganda, en Tanzanie et en Tunisie, en augmentant sa contribution au PIB tout au long de cette période.

En 2012 cependant, les industries manufacturières ont stimulé la croissance de plusieurs pays. En Afrique du Sud et malgré l'atonie de la demande européenne, le secteur automobile a obtenu de bons résultats, tirés par la demande intérieure. Le Maroc a profité de nouveaux investissements dans ses industries automobile et aéronautique. En Éthiopie, la production industrielle a poursuivi sa progression, grâce à des politiques publiques de soutien. Même constat au Niger et en RCA, grâce aux industries extractives, ainsi qu'au Congo avec l'agroalimentaire. Mais les manufactures d'Égypte et de Tunisie ont été frappées par le fléchissement de la demande en Europe et par l'instabilité politique.



L'Afrique de l'Ouest connaîtra la croissance la plus rapide du continent en 2013/14

En 2012, les performances de la croissance ont été très inégales sur le continent. Les pays exportateurs de pétrole ont enregistré une progression du PIB bien supérieure à celle des pays importateurs – un résultat qui s'explique en grande partie par la reprise de la production en Libye. Cet avantage devrait se confirmer en 2013 et en 2014, même si l'écart avec les pays importateurs s'amenuise peu à peu.

L'Afrique de l'Ouest devrait poursuivre sur sa lancée, avec un taux alerte de 6.7 et 7.4 % en 2013 et 2014, ce qui fait d'elle la région la plus dynamique du continent. La croissance s'appuie sur les secteurs pétrolier et minier mais aussi sur l'agriculture et les services et une demande solide, tirée par la consommation et les investissements. Le Nigeria devrait enregistrer des taux de croissance respectifs de 6.7 et 7.3 % en 2013 et 2014, alors que l'on attend des taux moyens supérieurs à 8 et 9 % pour le Ghana et la Côte d'Ivoire. Dans la plupart des pays de la région, la croissance devrait repartir en 2013/14, à plus de 5 %, même si ces bons chiffres ne concernent pas le Bénin, le Cap-Vert ou la Guinée-Bissau.

Avec le redémarrage de la production et des exportations de pétrole, le PIB de la Libye a rebondi de 96 % en 2012, dopant la croissance de l'Afrique du Nord, qui atteint 9.5 %, après une année 2011 de stagnation. L'incertitude politique et la morosité de la conjoncture internationale devraient pénaliser la croissance en Égypte, à 2 % en 2013 puis à 3.5 % en 2014 – un rythme inférieur aux niveaux d'avant la révolution. Après une croissance négative d'environ 2 % en 2011, l'économie tunisienne a rebondi en 2012 de plus de 3 %. Elle devrait conserver cette trajectoire haussière en 2013, autour de 3.5 %, qui s'accélèrera en 2014, à près de 4.5 %. Le Maroc et la Mauritanie conserveront un rythme de croissance alerte en 2013/14, avec des taux respectifs moyens de 6 % et pratiquement 5 %. En Algérie, le rythme devrait se renforcer, à plus de 3 % en 2013 et à 4 % en 2014, contre 2.5 % en 2012.

La plupart des pays d'Afrique de l'Est – notamment l'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie – sont sur une trajectoire de croissance soutenue, entre 5 et 7 % environ pendant la période de prévision. Au Kenya et sous réserve que les élections n'entraînent pas de remous, la croissance devrait s'établir à 4.5 % en 2013 avant de s'accélérer à plus de 5 % en 2014. Au Soudan, l'économie a été à la peine après la sécession du Soudan du Sud. Le PIB s'est contracté en 2012 et ne devrait progresser que de manière modérée en 2013, avant de remonter en 2014.

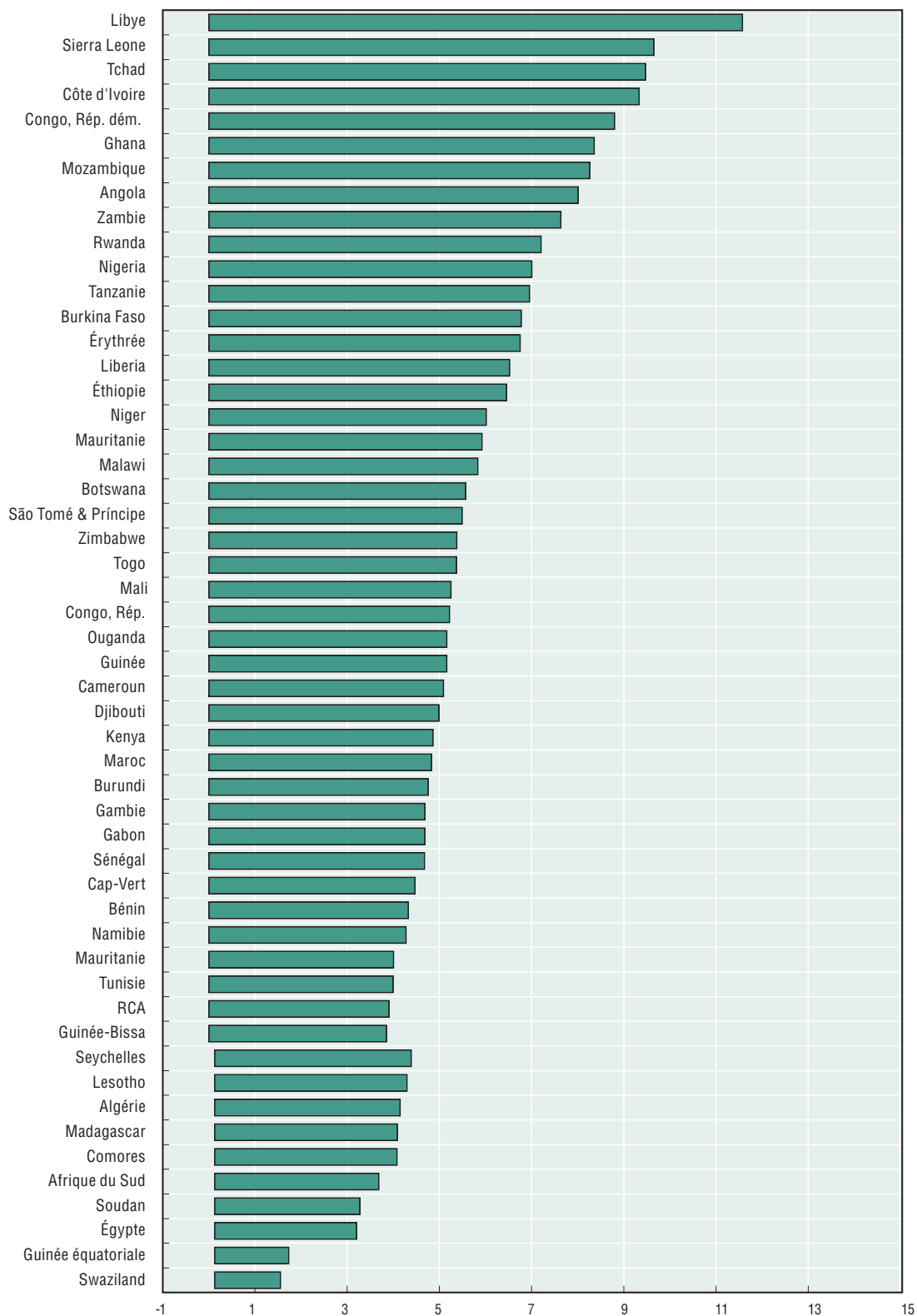
En Afrique centrale, le PIB devrait continuer sur sa lancée et gagner 5.7 % en 2013 et 5.4 % en 2014, soutenu par des taux de croissance supérieurs à la moyenne en RDC et au Tchad. En RDC, ce dynamisme est à imputer aux mines, à l'agriculture et à la construction. Mais pour assurer une croissance durable, le pays va devoir améliorer sa stabilité politique et la sécurité dans l'Est du territoire, où la situation a profondément perturbé l'activité économique. Au Tchad, la production pétrolière et l'agriculture sont les deux moteurs de la croissance.

En Afrique australe, les prévisions tablent sur une progression d'environ 4 % en 2013 avant une accélération à 4.6 % en 2014, grâce au dynamisme de pays comme l'Angola, le Botswana, le Mozambique et la Zambie. Le Malawi sortira sans doute de la crise économique qui l'a plombé en 2012 pour renouer avec une croissance solide. Les performances de l'Afrique du Sud en 2012 ont été affectées par des grèves importantes dans le secteur minier et par la récession dans la zone euro. Avec la reprise de la demande mondiale et des politiques macroéconomiques de soutien, l'économie sud-africaine devrait redémarrer en 2013 et en 2014. Le Zimbabwe continue d'enregistrer des taux de croissance positifs, supérieurs à 5 %. Mais du fait de la crise économique qui a entraîné un recul de la production jusqu'en 2009, le PIB en volume à fin 2014 devrait rester inférieur d'un quart à son niveau de 2001. Le Swaziland conserve son statut de lanterne rouge de la région et du continent tout entier. Tous les secteurs sont en berne, même si de meilleures conditions météorologiques devraient améliorer la production agricole. Les mesures d'austérité introduites après la crise budgétaire



ont contribué à redresser le solde budgétaire du pays, tout en déprimant la demande à court terme (pour un détail des performances économiques des régions et des pays africains, voir le tableau 1.2 et la figure 1.9).

Figure 1.9. Croissance du PIB par pays, 2013/14 (en %)



Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932814884>



Tableau 1.2. Taux de croissance du PIB en volume, par région et groupement de pays (en %)

	2011	2012 (e)	2013 (p)	2014 (p)
Afrique	3.5	6.6	4.8	5.3
Afrique centrale	5.2	5.7	5.7	5.4
Afrique de l'Est	6.3	4.5	5.2	5.6
Afrique du Nord	-0.1	9.5	3.9	4.3
Afrique australe	4.0	3.7	4.1	4.6
Afrique de l'Ouest	6.8	6.6	6.7	7.4
Pays exportateurs de pétrole	2.8	8.7	5.2	5.6
Pays importateurs de pétrole	4.3	3.9	4.3	4.8
Pour mémoire :				
Afrique hors Libye	4.3	4.2	4.5	5.2

Note : (e) estimates; (p) projections.

Source : Département des statistiques, Banque africaine de développement.

Malgré un certain relâchement, les cours des matières premières restent propices aux pays riches en ressources

Depuis leur rebond après la récession mondiale de 2009, pendant laquelle ils avaient fortement baissé, les cours des matières premières se sont montrés très volatils, perturbés par des facteurs macroéconomiques globaux et des facteurs plus spécifiques aux produits. Le pic atteint à l'été 2011 a cédé la place à des cours moins soutenus, sous l'effet de la morosité de la conjoncture internationale et de l'aggravation de la crise de la dette dans les pays de la zone euro. Pourtant, les niveaux actuels des cours restent suffisamment élevés pour étayer la croissance des pays riches en ressources (figures 1.10 et 1.11).

Les **cours du pétrole** se sont situés en moyenne à 105 USD le baril tout au long de l'année 2012, sans grand changement par rapport à 2011 (104 USD). Mais c'est 70 % de plus que le prix moyen enregistré pendant la récession de 2009 et 8 % au-delà de la moyenne de 2008, avant la récession. Après un repli au premier semestre 2012, les perspectives de l'économie mondiale suscitant des inquiétudes, les prix ont rebondi après l'embargo touchant l'Iran et le conflit en cours du Moyen-Orient. La tension s'est un peu relâchée lorsque l'Arabie saoudite a augmenté sa production pour tenter de conjurer l'effet néfaste de cours de pétrole soutenus sur l'économie mondiale. Les perspectives d'une reprise internationale molle continueront de limiter la demande. Avec les tensions persistantes au Moyen-Orient, l'incertitude et la volatilité vont continuer de régner sur le marché. Nos prévisions reposent sur l'hypothèse d'un prix du baril proche en 2013 de ses niveaux de 2012 et d'une augmentation de 4 à 5 % en 2014.

Cette bonne tenue relative des cours continue de profiter aux pays africains exportateurs de pétrole. En 2010, l'Afrique assurait 13 % de la production mondiale, le Nigeria, l'Algérie, la Libye et l'Angola se classant en tête des pays producteurs du continent. Le Tchad, la Guinée équatoriale, la République du Congo, le Gabon et le Soudan du Sud – qui a conservé 75 % des recettes pétrolières qui revenaient, avant la sécession, au Soudan – font aussi partie des pays très tributaires de l'or noir. Au Cameroun et en Égypte, le pétrole représente presque la moitié des exportations de marchandises. Le Ghana a démarré l'exploitation commerciale de ses gisements en décembre 2010 et les récentes découvertes en Ouganda devraient augmenter à terme la production.

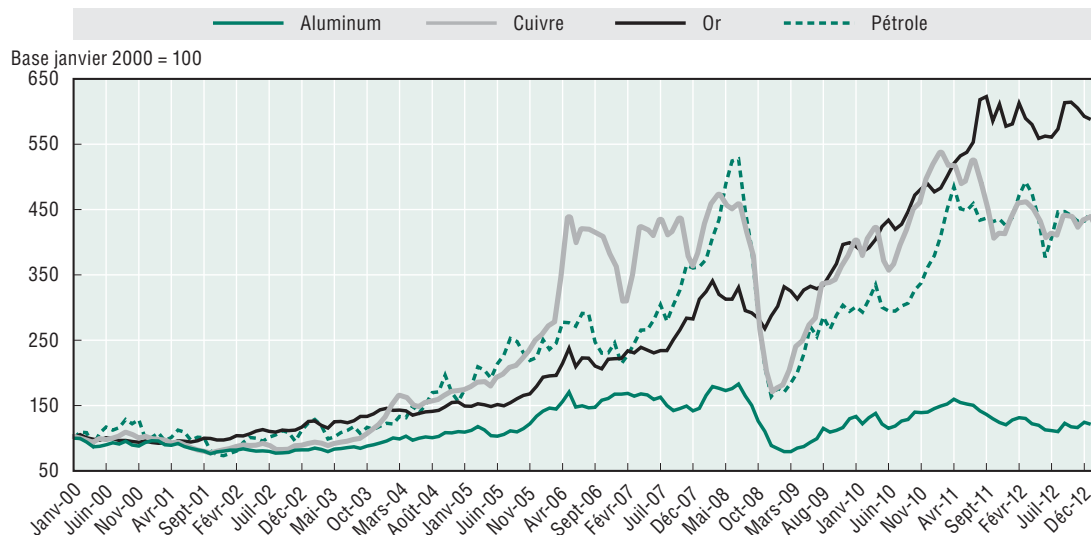
Les **cours de l'or** restent eux aussi volatils, reflétant les craintes face à la crise de la dette en Europe et au retour de l'inflation, ce produit servant habituellement de valeur refuge. L'Afrique assure environ un tiers de la production mondiale d'or, l'Afrique du Sud et le Ghana étant les deux principaux producteurs. Mais plusieurs autres pays – le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie et le Zimbabwe – ont des réserves suffisantes pour assurer un volume de production et d'exportation non négligeable.




Les prix des autres métaux sont aussi en repli même s'ils restent suffisamment soutenus pour alimenter la croissance et procurer des devises aux pays producteurs. Le prix du cuivre a reculé fin 2011, avant de repartir à la hausse début 2012, tiré par la demande de la Chine. Mais à la fin de l'année, il s'est à nouveau replié, la demande chinoise ayant ralenti. Premier producteur africain de cuivre et septième producteur mondial, la Zambie est lourdement tributaire de cette activité. L'Afrique du Sud et la RDC sont aussi d'importants producteurs de cuivre, exposés aux aléas du marché mondial.

Le cours de l'aluminium a poursuivi son déclin jusqu'au milieu de l'année 2012, avant de se stabiliser. L'Afrique du Sud et le Mozambique sont les premiers producteurs d'Afrique, devant l'Égypte, le Ghana, le Nigeria et le Cameroun.

Figure 1.10. Cours des matières premières (indices, base janvier 2000 = 100)



Source : Banque mondiale ; calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932814903>

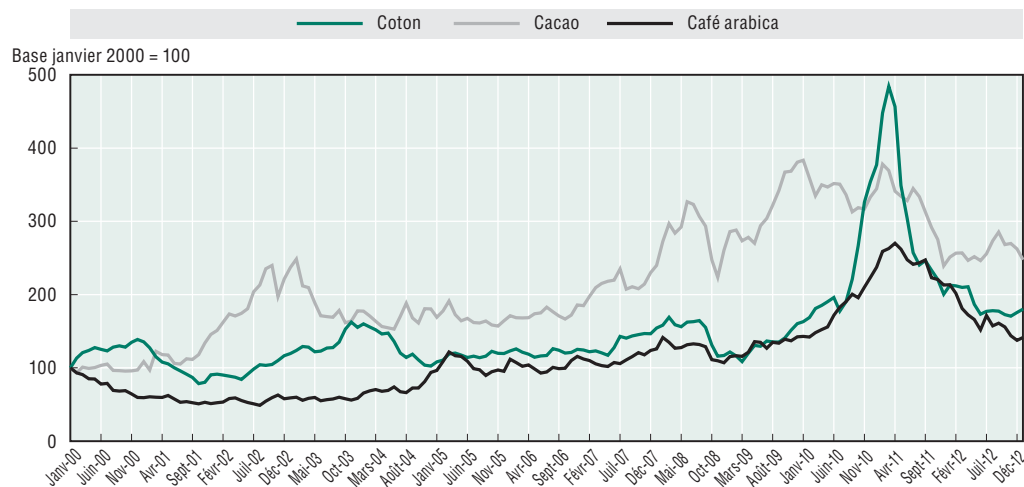
Les tensions sur les prix des exportations agricoles se sont relâchées. Après le pic de l'année 2011, les cours du coton sont repartis à la baisse en 2012, plombés par la contraction de la demande consécutive à cette hausse des prix. Mais la Chine reconstituant ses réserves et augmentant donc ses importations, les prix mondiaux sont restés supérieurs à leurs niveaux de 2010. L'Égypte est le premier producteur de coton du continent et alimente environ un quart du marché mondial. Le coton joue un rôle important pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Soudan, le Tchad, le Togo et le Zimbabwe.

En 2012, les prix du café sont retombés nettement en dessous de leur record historique de 2011 – en raison des attentes de production déçues au Brésil, le premier producteur mondial. Les producteurs africains ont en partie compensé cette baisse en augmentant leurs volumes d'exportation. L'Éthiopie, premier producteur africain, a accru ses volumes d'environ 20 % en 2012. Le Kenya a fait de même et en Côte d'Ivoire, la production et les exportations ont repris après la crise de 2011.

Après leur pic de 2011, les prix du cacao se sont aussi repliés avec la stabilisation de la situation politique en Côte d'Ivoire, qui est allée de pair avec de bonnes conditions météorologiques dans ce pays et au Ghana. Mais la crise en Europe tempère la demande. Face aux incertitudes qui perdurent autour des conditions de l'offre et de la demande, les prix restent volatils.



Figure 1.11. Prix à l'exportation des produits agricoles (indices, base janvier 2000 = 100)

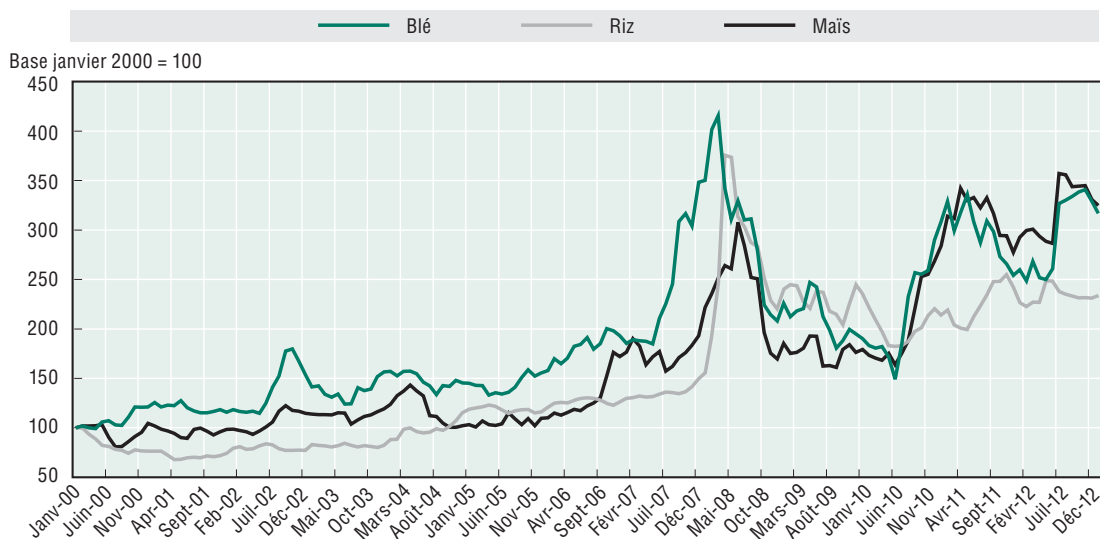


Source : Banque mondiale.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814922>

Après un repli au second semestre 2011, les prix à l'importation des produits vivriers essentiels ont rebondi en 2012, soutenus par des contraintes du côté de l'offre à cause de la sécheresse aux États-Unis et de mauvaises conditions météorologiques dans d'autres régions du monde (figure 1.12). Sur le continent africain, des conditions météorologiques souvent favorables ont dopé la production. Mais les populations africaines restent vulnérables à des prix alimentaires soutenus, à cause de la forte dépendance vis-à-vis des denrées importées – blé et riz en particulier – et la part importante de la nourriture dans la consommation des ménages. Pour en atténuer l'impact, les gouvernements de plusieurs pays ont réduit les taxes frappant les produits alimentaires ou ont augmenté les subventions.

Figure 1.12. Prix à l'importation des produits alimentaires de base



Source : Banque mondiale.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814941>



Les tensions inflationnistes s'apaisent avec la stabilisation des cours du pétrole et des produits alimentaires


En 2012, le taux d'inflation moyen a progressé en Afrique, autour de 9 %, contre 8.5 % en 2011 et 7 % en 2010. Il devrait reculer mais rester supérieur à 7 % en 2013/14. L'inflation médiane, qui n'est pas affectée par les pays peu ou excessivement inflationnistes, a été inférieure à l'inflation moyenne en 2012, à 6.5 %, et devrait continuer de faiblir pour atteindre 5.3 % en 2014 (figure 1.13). Le regain d'inflation en 2011/12 s'explique surtout par l'augmentation du prix des denrées alimentaires et des carburants, qui a touché de plein fouet les consommateurs africains et surtout les citoyens pauvres. Dans plusieurs pays, l'inflation importée a été aggravée en 2012 par la dépréciation monétaire. Les prix des aliments et des carburants semblent faiblir mais restent à des niveaux soutenus. Nos prévisions reposent sur l'hypothèse que les prix des denrées alimentaires et des carburants importés ne viendront pas attiser l'inflation au cours de la période considérée. Mais des risques demeurent, liés à de mauvaises campagnes agricoles nationales et internationales et aux conflits politiques dans les grands pays producteurs de pétrole.

En 2012, l'inflation a franchi la barre des 30 % en Éthiopie et au Soudan et s'est située dans une fourchette de 10 à 20 % dans plusieurs autres pays (Angola, Burundi, Érythrée, Guinée, Malawi, Nigeria, Ouganda, Sierra Leone et Tanzanie). Elle n'a pas dépassé 5 % dans de nombreux cas (Cameroun, RCA, Guinée équatoriale, Congo, Gabon, Mauritanie, Maroc, Maurice, Mozambique, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée-Bissau, Niger, Sénégal et Togo). La plupart des pays qui affichent une inflation modérée font partie d'unions monétaires telles que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), dont les taux de change fixes sont ancrés sur l'euro. Mais leurs caractéristiques structurelles – la part de l'alimentation dans la consommation des ménages, la dépendance au pétrole et les niveaux d'inflation préexistants – peuvent aussi expliquer leur vulnérabilité aux prix des matières premières.

Figure 1.13. Inflation en Afrique (%)



Source : Calculs des auteurs.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932814960>



Maîtrise de l'inflation et stabilisation des taux de change en ligne de mire de la politique monétaire

Les banques centrales africaines ont dû gérer en 2012 une reprise des tensions inflationnistes découlant du renchérissement des produits alimentaires et de la dépréciation des taux de change. Cette dernière stimule les exportations, mais elle attise l'inflation en alourdissant la facture des importations. Dans le même temps, l'aggravation de la crise en Europe a accru les risques d'un nouveau ralentissement en Afrique. Les réponses monétaires ont largement fluctué, selon les arbitrages opérés face à ces risques. En Afrique du Nord, la Banque centrale d'Égypte (BCE) a été confrontée à des pressions inflationnistes, un taux de change et des réserves de change en berne et un environnement économique morose. Elle opère un dosage subtil entre stimulation de l'économie et maîtrise de l'inflation. Les taux d'intérêt ont progressé, mais les normes en matière de réserves des banques ont été revues à la baisse. Les autorités tunisiennes ont poursuivi une politique monétaire accommodante, la banque centrale prenant des dispositions supplémentaires pour améliorer la liquidité du secteur bancaire. Avec la reprise de l'inflation au second semestre 2012, elle a relevé son taux d'intérêt directeur, mais le taux d'intérêt réel est resté négatif, du fait du niveau de l'inflation. Au Maroc, la faiblesse de l'inflation a ouvert la voie à un nouvel assouplissement de la politique monétaire.

En Afrique australe, la Banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank - SARB*) a abaissé les taux d'intérêt pour tenter de relancer une économie moribonde, plombée par une conjoncture mondiale peu favorable et des grèves à répétition. La dépréciation du taux de change pour répondre à une perte de confiance des investisseurs a assoupli un peu plus les conditions monétaires. L'évolution de la politique monétaire et du taux de change de l'Afrique du Sud a rejailli sur le Lesotho, la Namibie et le Swaziland, membres de l'Aire monétaire commune (*Common Monetary Area - CMA*), et dont la monnaie est ancrée sur le rand. Bien que n'appartenant pas à la CMA, le Botswana a indirectement subi les conséquences de cette situation, puisqu'il importe beaucoup de produits sud-africains et que sa monnaie est ancrée sur le rand. Malgré la stabilité du taux de change effectif réel, la devise de ce pays, le pula, s'est considérablement déprécié en termes nominaux par rapport aux devises des pays industriels. En Angola, le recul des pressions inflationnistes et la stabilité du taux de change ont permis aux autorités de réduire ses taux d'intérêt de référence pour stimuler le crédit.

Dans plusieurs pays, notamment au Ghana et au Nigeria, les autorités ont durci la politique monétaire pour endiguer l'inflation. Au Kenya et en Ouganda, les taux d'intérêt directeurs ont été relevés devant la poussée inflationniste, pour baisser à nouveau au rythme du reflux de l'inflation. Au Soudan, les difficultés pour trouver un accord avec le Soudan du Sud sur les droits de transit du pétrole après la sécession ont compliqué la donne. Avec le creusement du déficit budgétaire, l'inflation a flambé et le taux de change s'est dégradé. Dans ces conditions tendues, la politique monétaire a privilégié la gestion des réserves et l'ancrage de la monnaie, mais il a fallu satisfaire les besoins de financement du budget public. Au Malawi, le durcissement de la politique a cherché à endiguer l'inflation, en plus de mesures pour réduire le financement monétaire de la dette publique. En outre, pour stopper l'hémorragie des réserves de change, l'ancrage sur le dollar américain a été abandonné, ce qui a entraîné une dévaluation de pratiquement 50 %. En Éthiopie, la banque centrale a pris des mesures pour freiner le gonflement de la masse monétaire, qui ont permis de faire baisser l'inflation en 2012. Mais le maintien de taux d'intérêt nominaux relativement faibles pour doper la croissance a entraîné des taux d'intérêt réels négatifs, ainsi que des contraintes de liquidité dans le secteur bancaire.

Les politiques monétaires de l'UEMOA et de la CEMAC ont maintenu un cap prudent, donnant la priorité à la maîtrise de l'inflation et à l'ancrage sur l'euro. Les pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE, Burundi, Kenya, Tanzanie, Ouganda et Rwanda) envisagent la création d'une union monétaire et l'adoption d'une monnaie unique à l'horizon



2015. L'opportunité d'une monnaie unique, avec ses avantages et ses inconvénients, mérite d'être soigneusement pesée. Chaque pays perdant l'arme de stabilisation qu'est la politique monétaire, la politique budgétaire et la flexibilité du secteur privé deviendront encore plus primordiales pour la stabilité macroéconomique (Mafusiere et Brixiova, 2012).

Dans de nombreux pays d'Afrique, les politiques monétaires cherchent un délicat équilibre entre maîtrise de l'inflation et soutien à la croissance. Là où l'inflation est élevée et la marge de manœuvre budgétaire réduite, la possibilité de suivre des politiques macroéconomiques de relance pour conjurer la récession est quasiment nulle. À l'inverse, dans les pays qui maîtrisent les pressions inflationnistes, les banques centrales pourraient en profiter pour abaisser encore les taux d'intérêt. Mais pour s'assurer que cette politique fasse aussi diminuer les coûts financiers pour le secteur privé, elles devront renforcer la transmission entre taux directeurs et taux débiteurs. À l'heure actuelle, ce mécanisme est plutôt faible dans de nombreux pays africains.

Une politique budgétaire accommodante ou restrictive selon l'environnement économique des pays et leur marge de manœuvre

Face aux risques d'un nouveau ralentissement de l'économie lié à une demande mondiale en berne, plusieurs pays poursuivent leurs politiques de relance. Mais beaucoup se sont engagés sur la voie de l'assainissement budgétaire, pour rendre leur dette viable. C'est un point essentiel pour les pays qui présentent déjà un risque de surendettement (tableau 1.3).

En 2012, l'Algérie a suivi une politique expansionniste qui a dopé l'investissement public et les dépenses courantes face à des attentes sociales grandissantes. Le Burkina Faso a aussi relevé son niveau de dépenses publiques, notamment sociales (y compris pour les réfugiés provenant du Mali). Le Congo a poursuivi la mise en œuvre de son ambitieux plan d'investissements publics, pour remédier à ses lacunes en matière d'infrastructures. Le Cameroun s'est inscrit sur la même ligne, avec une politique d'investissement et de subventions aux denrées alimentaires et aux carburants. De même, l'Afrique du Sud veut relancer la croissance et l'emploi, ainsi que la Namibie, dans le cadre de son Programme d'intervention ciblé pour l'emploi et la croissance économique (*Targeted Intervention Program for Employment and Economic Growth – TIPEEG*). En Zambie enfin, la politique budgétaire a soutenu la croissance en réorientant les dépenses publiques vers les infrastructures. Coté recettes, le pays a élargi son assiette fiscale, réduit les incitations et introduit de nouveaux impôts.

D'autres pays au contraire, qui n'avaient guère de marge de manœuvre ou pouvaient se passer de mesures de relance, ont durci leur politique budgétaire. En Égypte, le gouvernement a taillé dans les subventions à l'énergie et augmenté les impôts pour juguler un déficit budgétaire grandissant. De nouvelles mesures d'austérité ont été annoncées mais, face à l'instabilité politique du pays, il est difficile de dire jusqu'à quel point elles seront mises en œuvre. Le Ghana a augmenté les impôts, y compris sur les entreprises et les activités d'extraction. L'Éthiopie a maintenu un cap prudent en renforçant la demande intérieure tout en poursuivant ses dépenses pour les infrastructures physiques et sociales. Le Botswana est parvenu à ramener son déficit budgétaire à environ 1 % du PIB en 2012 alors qu'il avait franchi les 10 % en 2010. Cet assainissement a été rendu possible à la fois par la reprise, les économies réalisées et l'amélioration du recouvrement des impôts. Le Rwanda s'est engagé dans la même voie en hiérarchisant les dépenses publiques et en améliorant la collecte. Le Malawi, qui avait connu une spectaculaire dégradation de sa position budgétaire, est parvenu à réduire les dépenses, subventions comprises, et à augmenter ses recettes. Quant au Zimbabwe, la marge budgétaire reste extrêmement limitée et oblige le gouvernement à poursuivre des politiques restrictives.



Tableau 1.3. Analyse de la viabilité de la dette – apprécier le risque de surendettement

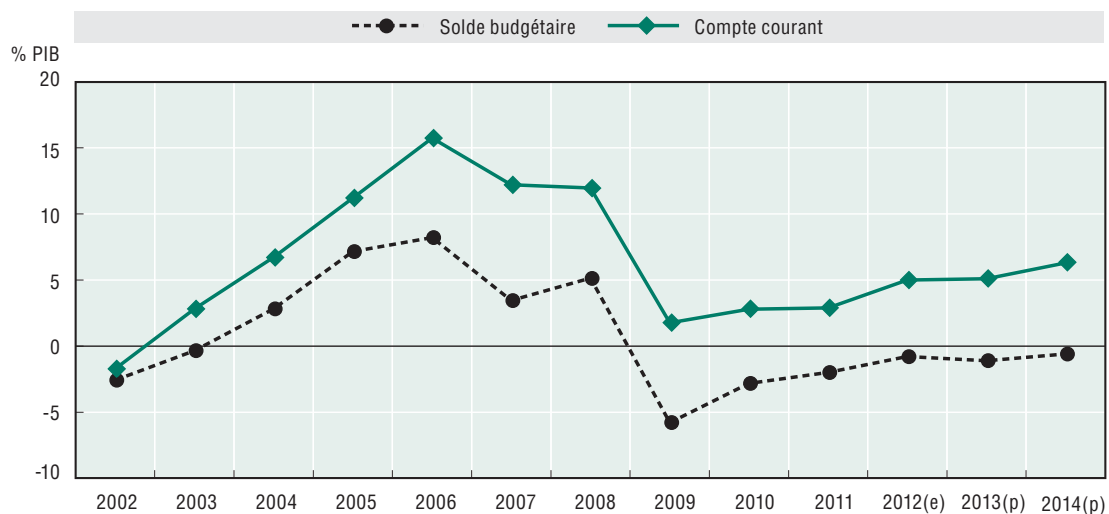
Risque faible	Risque modéré	Risque élevé Bénin (août 2011)
Angola (mars 2009)	Burundi (juillet 2010)	Comores (2010)
Cameroun (août 2009)	Burkina Faso (mars 2012)	Côte d'Ivoire (juin 2011)
Cap-Vert (novembre 2009)	RCA (mai 2010)	Gambie (décembre 2011)
Congo (juillet 2011)	Tchad (août 2011)	Guinée (février 2012)
Éthiopie (mai 2010)	Ghana (mai 2011)	Sao Tomé-et-Principe (juillet 2012)
Kenya (novembre 2011)	Guinée-Bissau (novembre 2011)	Soudan (2012)
Liberia (2010)	Lesotho (mars 2012)	
Mozambique (mai 2012)	Malawi (janvier 2010)	
Nigeria (janvier 2011)	Mali (novembre 2011)	
Sénégal (mai 2011)	Mauritanie (février 2010)	
Tanzanie (avril 2011)	Niger (novembre 2011)	
Ouganda (mai 2012)	Rwanda (mai 2011)	
Zambie (novembre 2009)	Sierra Leone (novembre 2010)	
	Togo (2011)	

Source : Analyse de la viabilité de la dette des pays à faible revenu, Banque mondiale/FMI (entre parenthèses, la date de l'analyse la plus récente).

Les pays importateurs de pétrole ont vu le déficit de leur balance courante s'aggraver

Le renchérissement des prix alimentaires et de l'énergie ont alourdi la facture des importations plus vite que la progression des gains retirés des exportations, ce qui a fragilisé les termes de l'échange et dégradé les comptes courants de nombreux pays africains. En 2012, le déficit de la balance courante des pays importateurs de pétrole s'est creusé, dépassant 7 % du PIB (contre environ 6 % en 2011) ; il devrait rester à ce niveau en 2013/14. À l'inverse, les pays exportateurs de pétrole ont conforté leurs excédents en 2012, qui ressortent à 5 % du PIB (contre environ 3 % en 2011) et devraient bénéficier d'excédents comparables en 2013, avant une progression supplémentaire en 2014, à plus de 6 %. En Libye, où la guerre civile avait entraîné une spectaculaire dégradation de la balance courante, le redémarrage des exportations de pétrole a créé un excédent de l'ordre de 25 % du PIB en 2012.

Figure 1.14. Compte courant et solde budgétaire dans les pays exportateurs de pétrole



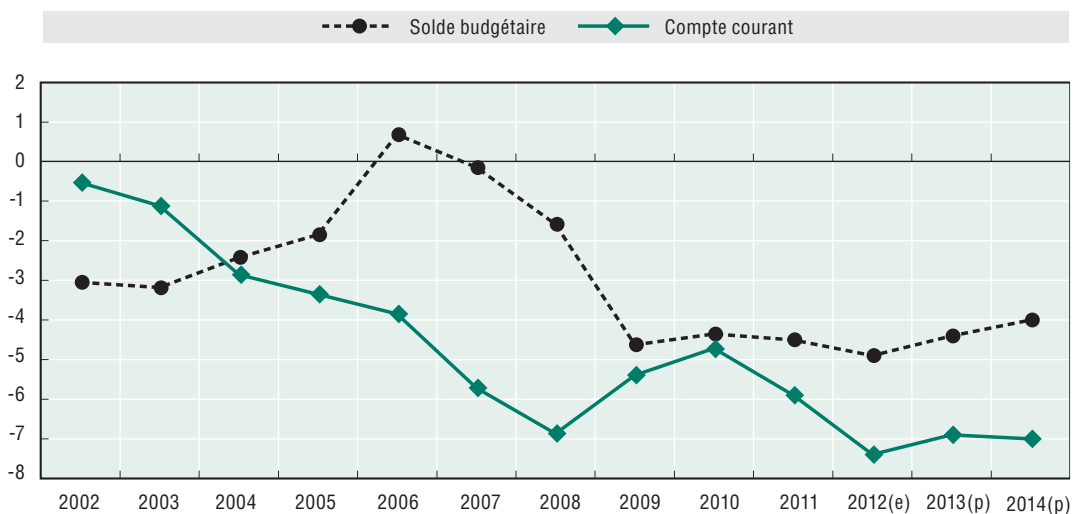
Source : Calculs des auteurs.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932814979>



Comme l'illustrent les figures 1.14 et 1.15, le solde courant et le solde budgétaire évoluent souvent de concert. Dans les pays riches en ressources, les importants revenus tirés des exportations de matières premières améliorent la balance courante et les recettes de l'État mais aussi – si les dépenses sont maîtrisées – le solde budgétaire. Dans les pays exportateurs de pétrole, la balance courante et le solde budgétaire – malmenés pendant la récession mondiale de 2009 – n'ont cessé de se redresser depuis. La balance courante des pays importateurs de pétrole s'était à l'inverse améliorée pendant la récession, aidée par le repli des cours du pétrole, mais elle a rebasculé en 2011/12 avec la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques importés. Ces pays sont aux prises avec un double déficit en 2012 – celui de la balance courante dépassant 7 % du PIB pour un déficit budgétaire autour de 5 % – qui devrait néanmoins s'atténuer lentement en 2013/14.

Figure 1.15. **Compte courant et solde budgétaire dans les pays importateurs de pétrole**



Source : Département de la statistique, Banque africaine de développement.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932814998>

Risques et enjeux pour les économies africaines

Les perspectives économiques pour le continent africain dépendent de facteurs internationaux et intérieurs difficiles à prévoir. L'atonie persistante de l'économie mondiale jette un doute certain. Un recul des recettes d'exportation des matières premières, une réduction en volume des autres exportations de marchandises mais aussi une baisse des recettes touristiques, de l'aide publique au développement (APD), des IDE et des transferts des migrants font partie des grands vecteurs de contagion. Selon certaines estimations, un recul d'un point de pourcentage du PIB des pays membres de l'OCDE entraîne un déclin du PIB africain d'environ 0.5 % et une baisse des recettes d'exportation pour les pays africains proche de 10 % (BAfD, 2011). Les échanges sont le principal canal de transmission (BAfD et al., 2012). De fait, les exportations africaines ont déjà été touchées par le ralentissement de l'économie mondiale et une aggravation de la crise de la dette en Europe pourrait les fragiliser encore plus. Alors que, jusqu'ici, l'APD, les IDE et les transferts des migrants ont servi d'étai à la croissance africaine, une crise plus grave et durable en Europe pourrait rapidement tarir ces flux financiers.



En plus des incertitudes extérieures, l'Afrique comporte ses propres risques. Deux ans après les révolutions en Tunisie, en Égypte et en Libye, le retour à la stabilité politique dans la région semble encore lointain et les tensions sociales ne s'apaisent pas. Au Mali, la situation politique s'est améliorée avec l'intervention militaire de la France et des forces régionales de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Mais tant que la sécurité ne sera pas restaurée, les économies de la région resteront vulnérables. Après la sécession du Soudan du Sud, les deux nouveaux voisins sont parvenus à s'entendre sur des points importants. Mais certains enjeux régionaux restent litigieux et la paix ne sera vraiment rétablie que si tous les problèmes en suspens sont résolus. En outre, des troubles post-électorales pourraient éclater dans plusieurs pays si les gouvernements en place ou l'opposition refusent de se plier au verdict du scrutin.

Pour autant, ce rapport présente des perspectives économiques prudentes mais positives pour le continent africain. La croissance impressionnante de l'Afrique ces quinze dernières années et la résilience dont elle a fait preuve pendant la récession mondiale de 2009 et le ralentissement économique récent nourrissent cet optimisme. À court terme, le principal enjeu consiste à consolider les fondamentaux macroéconomiques face à une conjoncture internationale plus instable. Il faudra aussi poursuivre les améliorations engagées au niveau des institutions et des réglementations qui encadrent l'activité du secteur privé. Sans oublier le redressement des infrastructures, encore trop faibles, et l'élargissement de l'accès aux services publics essentiels, comme la santé, l'éducation et la sécurité. Toutes ces améliorations placeront les pays africains sur une trajectoire de croissance soutenue et durable qui seule, permettra de réduire la pauvreté et les inégalités.



Tableau 1.4a. Évolutions macroéconomiques en Afrique

Taux de croissance du PIB, en volume (%)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	5.2	5.7	5.7	5.4
Afrique de l'Est	6.3	4.5	5.2	5.6
Afrique du Nord	-0.1	9.5	3.9	4.3
Afrique australe	4.0	3.7	4.1	4.6
Afrique de l'Ouest	6.8	6.6	6.7	7.4
Afrique	3.5	6.6	4.8	5.3
Afrique (hors Libye)	4.3	4.2	4.5	5.2
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	0.1	8.8	3.8	4.3
Afrique subsaharienne	5.5	5.2	5.4	5.9
Pays exportateurs de pétrole	2.8	8.7	5.2	5.6
Pays importateurs de pétrole	4.3	3.9	4.3	4.8
Prix à la consommation (inflation en %)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	4.5	4.4	3.5	3.4
Afrique de l'Est	16.2	21.4	10.9	9.4
Afrique du Nord	7.3	7.2	7.1	7.3
Afrique australe	6.7	6.5	6.5	6.2
Afrique de l'Ouest	9.3	9.8	8.0	7.8
Afrique	8.5	9.1	7.4	7.2
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	8.2	8.9	8.0	8.0
Afrique subsaharienne	8.7	9.2	7.1	6.7
Pays exportateurs de pétrole	10.3	10.6	9.0	9.1
Pays importateurs de pétrole	6.9	7.9	5.9	5.3
Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	1.9	0.0	-0.3	-0.4
Afrique de l'Est	-3.0	-4.1	-3.2	-3.2
Afrique du Nord	-6.3	-5.1	-5.1	-4.6
Afrique australe	-1.9	-2.3	-2.7	-2.6
Afrique de l'Ouest	-1.3	1.3	2.0	3.1
Afrique	-3.1	-2.5	-2.4	-1.9
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	-5.8	-5.1	-5.1	-4.6
Afrique subsaharienne	-1.6	-1.1	-0.9	-0.4
Pays exportateurs de pétrole	-2.0	-0.8	-1.0	-0.5
Pays importateurs de pétrole	-4.5	-4.9	-4.4	-4.0
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)				
	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
Afrique centrale	-2.6	-1.7	-2.7	-3.5
Afrique de l'Est	-4.7	-8.5	-8.8	-8.9
Afrique du Nord	0.7	2.3	2.4	3.1
Afrique australe	-1.9	-3.5	-3.0	-3.0
Afrique de l'Ouest	-0.7	3.9	5.0	7.1
Afrique	-1.1	-0.4	0.0	0.7
Pour mémoire				
Afrique du Nord (avec le Soudan)	0.6	1.4	1.7	2.6
Afrique subsaharienne	-2.1	-1.5	-1.0	-0.3
Pays exportateurs de pétrole	2.9	5.0	5.2	6.4
Pays importateurs de pétrole	-5.9	-7.5	-6.9	-7.1

Note : (e) estimations ; (p): prévisions.

Source : Département de la statistique, Banque africaine de développement.



Tableau 1.4b. Évolutions macroéconomiques par groupement de pays

Taux de croissance du PIB, en volume (%)					
	2010	2011	2012(e)	2013(p)	2014(p)
CEMAC	5.5	4.8	5.4	5.2	4.7
CAE	6.4	5.7	5.2	5.6	6.0
SACU	3.4	3.7	2.7	3.0	3.6
UEMOA	4.8	1.1	6.0	6.2	6.8
Prix à la consommation (inflation en %)					
CEMAC	2.0	2.6	4.1	3.1	3.0
CAE	4.6	13.9	12.7	7.8	6.7
SACU	4.2	5.3	5.9	5.8	5.5
UEMOA	1.2	3.6	3.5	2.2	2.3
Solde budgétaire total, dons compris (en % du PIB)					
CEMAC	0.7	2.3	1.1	0.6	0.1
CAE	-5.6	-4.7	-5.5	-3.9	-3.9
SACU	-4.5	-4.5	-4.7	-4.6	-4.1
UEMOA	-2.1	-3.2	-3.7	-4.1	-3.7
Solde de la balance extérieure courante, dons compris (en % du PIB)					
CEMAC	-4.6	-1.1	0.0	-1.1	-2.4
CAE	-7.8	-8.9	-9.6	-10.0	-10.6
SACU	-2.9	-3.3	-5.2	-4.9	-4.7
UEMOA	-5.1	-4.0	-6.4	-7.6	-7.2

Note : Sont membres de la CEMAC le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, le Congo et le Tchad. Sont membres de la CAE le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie. Sont membres de la SACU l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland. Sont membres de l'UEMOA le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

e) estimations ; p) prévisions.

Source : Département de la statistique, Banque africaine de développement.

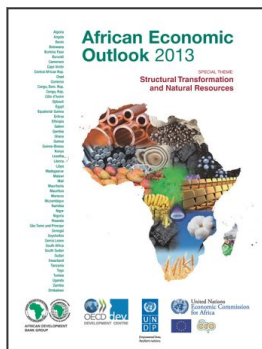


Notes

1. Les informations présentées ici s'appuient pour l'essentiel sur les *Perspectives économiques* n° 92 de l'OCDE de novembre 2012, sur la mise à jour des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international de janvier 2013 et sur les *Perspectives pour l'économie mondiale* de la Banque mondiale de janvier 2013. Elles ont été actualisées dans la mesure du possible.

Références

- BAfD (2011), "The impact of the US credit rating downgrade and European debt crisis on Africa", *Africa Emerging Issues*, Vol. 1, Banque africaine de développement, Tunis.
- BAfD, OCDE, PNUD et CEA (2012), *Perspectives économiques en Afrique : Promouvoir l'emploi des jeunes*, Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le développement et Commission économique des Nations Unies en Afrique, Éditions de l'OCDE, Paris.
- Banque mondiale (2012), *Light Manufacturing in Africa*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Clarke, G.R.G. (2012), "Manufacturing Firms in Africa: Some Stylized Facts about Wages and Productivity", *MPRA Paper*, Munich, janvier.
- Gelos, G. et Y. Ustyugova (2012), "Inflation Responses to Commodity Price Shocks – How and Why Do Countries Differ?", *IMF Working Paper* No. 12/225, Fonds monétaire international, Washington, DC, septembre.
- Leibfritz, W. et G. Flaig (2013), "Economic Growth in Africa: Comparing recent improvements with the lost 1980s and early 1990s and estimating new growth trends", *CESifo Working Paper*, Ifo Institute, Munich.
- Mafusiere, A. et Z. Brixiova (2012), "Macroeconomic shock synchronization in the East African Community", *AfDB Working Paper* No 156, Banque africaine de développement, Tunis, octobre.
- OCDE (2012), *Perspectives économiques* n° 92, Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, p. 15.



Extrait de :
African Economic Outlook 2013
Structural Transformation and Natural Resources

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE, *et al.* (2013), « Perspectives macroéconomiques en Afrique », dans *African Economic Outlook 2013 : Structural Transformation and Natural Resources*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2013-3-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.